Hygiène publique. Statistique d'accidents du travail d'Armand Imbert et Antonin Mestre

Marcel Turbiaux

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/pistes/2944>

DOI : 10.4000/pistes.2944

ISSN : 1481-9384

Éditeur

Les Amis de PISTES

Référence électronique

Marcel Turbiaux, « Hygiène publique. Statistique d'accidents du travail d'Armand Imbert et Antonin Mestre », *Perspectives interdisciplinaires sur le travail et la santé* [En ligne], 15-1 | 2013, mis en ligne le 01 mai 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/pistes/2944> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/pistes.2944>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Pistes est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Hygiène publique. Statistique d'accidents du travail d'Armand Imbert et Antonin Mestre

Marcel Turbiaux

RÉFÉRENCE

A. Imbert, A. Mestre (1904). Hygiène publique. Statistique d'accidents du travail. Revue scientifique, tome II, n° 13 du 24 septembre (p. 385-390).

NOTE DE L'ÉDITEUR

Cet article a été originalement publié en portugais dans « Laboreal volume VII, no 1, 2011, pp 108-114. »

- 1 Armand Imbert (1850-1922) fut nommé, après son agrégation, professeur de physique médicale à la Faculté de médecine de Montpellier, ce qui lui valut, à l'hôpital Saint-Éloi de cette ville, d'être journellement en contact surtout avec des accidentés du travail.
- 2 Avant 1898, les accidents du travail étaient considérés comme les autres accidents, des aléas de la vie. Ainsi, tomber d'un toit était regardé comme un risque professionnel pour le couvreur.
- 3 En cas d'accident du travail, le salarié, pour être indemnisé, devait prouver la responsabilité de son employeur, qui s'y dérobait souvent en invoquant la force majeure ou le cas fortuit.
- 4 La loi du 9 avril 1898 permettait au salarié, victime d'un accident du travail, de demander une réparation, sans avoir à prouver la faute de son employeur, celui-ci ayant la possibilité de s'assurer pour y faire face.

- 5 D'une famille de la bourgeoisie, Armand Imbert découvrit, du fait de son activité professionnelle, le monde des ouvriers, leurs difficultés, leurs souffrances. Aussi, pour lui, la loi du 9 avril 1898 était « une des meilleures de la République », mais les ouvriers ne tardèrent pas à se plaindre des rigueurs des compagnies d'assurances, qui estimaient être exploitées par eux, accusés de simuler leurs incapacités et d'exagérer la durée de leur inaptitude, tandis que les patrons récriminaient contre l'augmentation de leurs charges.
- 6 La fatigue et le surmenage étaient, alors, à l'ordre du jour.
- 7 Dans son rapport de 1903 sur l'application des lois du travail dans son secteur, Antonin Mestre, inspecteur départemental du travail de Montpellier, avait adressé à l'inspecteur divisionnaire du travail, Le Roy, à Toulouse, une étude sur les accidents du travail survenus dans l'Hérault, en raison des causes qui les avaient déterminés, pour conclure qu'« il y avait lieu de tenir compte d'un facteur, d'autant plus grave qu'il domine tous les accidents, en en augmentant le nombre et en en aggravant parfois les suites ; ce facteur, c'est la fatigue des ouvriers. »
- 8 Sur les conseils d'Armand Imbert, chargé de présenter, au XI^e Congrès international d'hygiène et de démographie tenu à Bruxelles en septembre 1903, un rapport sur « Dans quelle mesure peut-on, par les mesures physiologiques, étudier la fatigue, ses modalités et ses degrés dans les diverses professions ? », Antonin Mestre fit, pour chaque profession, un relevé des accidents d'après les heures auxquelles ils s'étaient produits.
- 9 Se fondant sur ce relevé, Armand Imbert publia, en juin 1904, une étude sur les effets de cette loi et les critiques dont elle était l'objet, qui lui permit d'affirmer qu'« un grand nombre d'accidents résultent directement de l'état de fatigue physique ou cérébrale de l'ouvrier au moment où il est victime et il est facile de donner des preuves de cette assertion » (p. 715), annonçant la publication de statistiques détaillées, qu'il résume d'ailleurs dans cet article. C'est cette étude, qui est reproduite dans la « *Revue Scientifique* » dont Édouard Toulouse (1865-1947) est le directeur de la rédaction sous le titre « Hygiène publique. Statistique d'accidents de travail ».
- 10 Elle reçut un très large écho dans la presse, qui se limita, généralement, à un simple compte-rendu, mais quelques réactions sont à signaler : J. Legendre, dans *Le phare de la Loire*, du 30 septembre, préconise l'éducation de l'ouvrier, tandis qu'Ernest Lesigne, dans le *Radical*, du 5 octobre, plaide pour la journée de huit heures.
- 11 De son côté, frappé des conclusions de cette étude, l'inspecteur divisionnaire du travail Le Roy, à Toulouse, demanda aux autres inspecteurs départementaux de sa circonscription de faire le même relevé :

« Les graphiques établis par MM. Imbert et Mestre étaient absolument applicables aux graphiques établis pour les autres départements » (Le Roy, Étude sur les accidents du travail, Bulletin de l'inspection du travail et de l'hygiène sociale, nos 3 et 4, 1906, p. 219-230, p. 220).
- 12 Pour confirmation, M. Le Roy fit dresser les graphiques de 1903 et de 1904 pour chaque groupe d'industries et pour l'ensemble de tous les groupes. Leur examen fit apparaître

« une similitude, qui ne laisse aucun doute sur la valeur des conclusions de leur étude. Toutes ces constatations mènent fatalement à considérer la fatigue comme une des causes principales des accidents » (p. 221-222).
- 13 Fernand Mazel, médecin dans une usine de Nîmes, dans les *Archives générales de médecine* de janvier 1905 (p. 129-141), fit, lui aussi, dresser la liste horaire des accidents

survenus aux ouvriers de cet établissement sur quatre ans. Elle confirme aussi les résultats d'Armand Imbert et Antonin Mestre: la prolongation des heures de travail élève le chiffre des accidents, mais il estime que la fatigue n'est pas le seul élément à considérer. Il faut, affirme-t-il, y ajouter la consommation d'alcool, l'obscurité relative due à l'éclairage électrique, etc.

- 14 Cependant, le médecin belge, Léopold Dejace, dans un article du *Scalpel*, reproduit dans la *Revue de médecine légale* de 1906 (1905), p. 82-85, arguant de son expérience de vingt ans dans une usine du bassin liégeois, met, lui aussi, en cause, mais plus fortement que Fernand Mazel, l'influence de l'alcool aux repas, sans contredire, toutefois, les conclusions d'Armand Imbert et Antonin Mestre.
- 15 La critique la plus vive vint d'un ingénieur, Philibert Delahaye, ancien élève de l'École polytechnique, dans la *Revue industrielle* du 8 octobre (n° 41, p. 408), qui contestait les conclusions d'Armand Imbert et Antonin Mestre,

« peu conciliables avec les conditions du travail industriel ».
- 16 S'il a des accidents, c'est parce que l'ouvrier, selon lui,

« au bout de deux ou trois heures, n'apporte plus à son travail l'attention nécessaire et suffisante ».
- 17 Armand Imbert et Antonin Mestre lui répondirent dans la même revue (n° 45, 5 novembre 1905, p. 449-450), lui reprochant de procéder « par simple affirmation sans apporter des preuves objectives », alors qu'eux ont abordé, sans parti pris, sans vouloir rien « imposer » à personne, avec le seul désir de découvrir la vérité (en substituant) aux discussions passionnées des intéressés, les données de la science expérimentale.
- 18 Philibert Delahaye reviendra à la charge (*Revue industrielle*, 10 février 1906, p. 57-58), pour reprendre et critiquer la valeur des statistiques publiées par Armand Imbert et Antonin Mestre, qui s'abstiendront de lui répondre.
- 19 Néanmoins, pour Raphaël Lépine, professeur de clinique médicale à la Faculté de médecine de Lyon, dans un célèbre article qui salue le travail d'Armand Imbert et Antonin Mestre : « Il est difficile de trouver des arguments plus positifs en faveur de la limitation des heures de travail » (p. 713) et reprend les conclusions des deux auteurs. Il souligne que

« M. Imbert ne s'est pas arrêté en si beau chemin ».
- 20 En effet, comme le rappellera Jules Amar dans *Le moteur humain*, Paris, H. Dunod et F. Pinot, 1914, p. 369 :

« Le professeur Imbert est le premier qui ait montré tout le parti qu'il était possible de tirer de la méthode graphique pour enregistrer les efforts des muscles sur les outils des ouvriers »,
- 21 méthode qu'il a utilisée pour ses recherches sur la manœuvre du cabrouet, le travail à la lime, le travail au sécateur, la manœuvre de la brouette et qui font de lui non seulement un des pionniers, mais un des plus éminents représentants de ce que l'on a dénommé la « science du travail » au début du XX^e siècle.

AUTEURS

MARCEL TURBIAUX

Groupe de Recherche et d'Étude sur l'Histoire du Travail et de l'Orientation (GRESHTO), Centre de Recherche sur le Travail et le Développement (CRTD), Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM), 41, Rue Gay Lussac 75005, Paris, France, mturbiau@club-internet.fr